

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Communauté de Communes du Quercy Rouergue et des Gorges de l'Aveyron
82140 Saint Antonin Noble Val - Mardi 21 avril 2026**

Le Conseil communautaire s'est réuni le mardi 21 avril de l'an deux mille vingt-six à 19h30, au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances à Saint-Antonin-Noble-Val, sous la présidence de Madame BIRS, Présidente de la Communauté de Communes

Date de la convocation : 14 avril 2026

Nombre de délégués en exercice : 32. Nombre de présents : 31 Nombre de votants : 32

Présents : Mesdames BAGES, BIRS, CARDONNEL, GINESTOUS, MIRAMOND, PAPADOPOULO, PHILIPPE, SOCCOL, SOLEILHET, VIDAILLAC ;

Messieurs ADAM, BURG, COUSI, CROS, ESTRISPEAU, FERAL, GALAN, GALLAND, GAUTIER, HENRY, ICHES, JALLET, LOMBARD, LOPINET, MARTY, PALACH, PETIT, RENAULT, ROMANO, SERVIERES, SOUDARIN.

Absents : Mme BOZONNET a donné procuration à M. JALLET

Monsieur GAUTIER Thierry a été élu secrétaire de la séance.

Ref. 2026_3306

Objet : RH - PPN – MODIFICATION PERIODE EMPLOI - DELIBERATION PORTANT CREATION D'UN EMPLOI POUR MENER A BIEN UN PROJET (Délibération N° 2023_2800 en date du 24-10-2023) (Articles L 332-24 à L 332-26 du Code Général de la Fonction Publique)

Madame la Présidente rappelle aux membres du conseil communautaire, que la Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron s'est portée candidate à l'appel à projets Pôle de Pleine Nature Massif Central - Saison 2. Lancé par le Commissariat de Massif Central en partenariat avec l'ANCT ainsi que les régions Bourgogne Franche-Comté, Occitanie, Nouvelle Aquitaine et Auvergne-Rhône Alpes. Cet appel à projets a pour objectifs d'accompagner la qualification d'une offre touristique autour des activités et sports de nature, d'étendre la saison d'exploitation, et de valoriser une offre à destination des habitants pour accroître l'attractivité territoriale, tout en favorisant l'émergence de nouvelles offres localement.

La CCQRGA lauréate du dispositif, s'est engagée à mettre en œuvre une ingénierie de projet adossée à son schéma d'orientations touristiques local, elle doit donc à cet effet recruter un chargé(e) de mission pour en assurer la mise en place et le suivi de l'action.

Elle précise que les missions dans le cadre de ce contrat de projet ne sont à ce jour pas abouties. Il convient donc de prolonger la période de recrutement.

Considérant que les contrats peuvent être renouvelés par reconduction expresse dans la limite d'une durée totale de 6 ans.

Les contrats prendront fin :

- soit avec la réalisation de l'objet pour lequel ils ont été conclus,
- soit si le projet ou l'opération pour lequel ils ont été conclus ne peut ou peuvent pas se réaliser.

AR Prefecture

082-248200107-20260421-2026_3306-DE
Reçu le 22/04/2026

Madame la Présidente propose d'inscrire au **Tableau des Emplois** annexé au budget 2026 et pour les années couvertes par le projet :

Période	Nombre d'emploi	Grade	Nature des fonctions	Temps de travail Hebdomadaire
Depuis le 15 janvier 2024	1	Attaché territorial	Chargé(e) de mission	35h

La rémunération de l'emploi sera calculée en référence au grade indiqué et en fonction de l'appréciation par l'autorité territoriale du ou des diplômes, des formations et de l'expérience de l'agent recruté pour cet emploi.

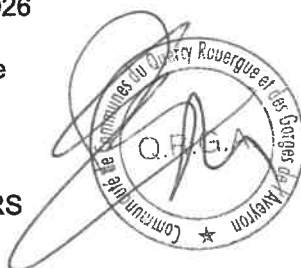
Les membres du conseil communautaire après avoir délibéré à l'unanimité :

- **ACCEPTENT** les propositions ci-dessus ;
- **CHARGENT** la Présidente, ou son représentant de procéder à toutes les démarches nécessaires au recrutement de l'agent, et signer le contrat et les éventuels avenants ;
- **DISENT** que les crédits nécessaires à la rémunération et les charges afférentes de l'agent nommé dans l'emploi sont disponibles et inscrits au budget de la Communauté de communes aux articles et chapitre prévus à cet effet de l'année en cours et pour les années à venir.

Fait à Saint Antonin Noble Val
Le 21 avril 2026

La Présidente

Elisabeth BIRS



Le Secrétaire de séance

Thierry GAUTIER



La Présidente certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et/ou de sa publication. Le Tribunal Administratif pourra être saisi par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>